



RESISTANCE SOCIALE

La République sera sociale ou ne sera pas !

Numéro 14 Avril 2004

Le mot de la présidente

Il est commun d'entendre que les Français ne s'engagent plus dans la vie publique, que les partis et les syndicats, et même les associations ne trouvent plus preneurs, que le nombre de leurs adhérents est en baisse générale et vertigineuse.

Bref, le Français deviendrait individualiste, replié sur sa petite vie, indifférent aux malheurs du monde et au destin des hommes.

Est-ce si vrai que ça ?

Oui, les partis perdent des adhérents et n'ont plus guère de militants, oui le nombre de syndiqués est en régression, oui les associations ont beaucoup de mal à trouver des bénévoles.

Le peuple français dont chacun s'accorde à louer le sens du politique et de l'intérêt général est-il en train de tomber dans le chacun pour soi ?

Pas si sûr !!!

Un exemple : les émissions de géopolitique trouvent leur public, ce qui ne risque pas d'arriver outre-atlantique !

Les Français savent juger les événements avec recul. On ne leur a pas vendu une deuxième guerre du Golfe, ils ne se feront pas reprendre par un remake de Timisoara. Preuve de leur regard intelligent sur le monde.

Ils soutiennent les manifestations de défense des retraites quand il n'y participent pas en masse, applaudissent les déclarations des intermittents avant chaque spectacle, encouragent les grèves des chercheurs, comprennent celles des enseignants quand on veut brader l'école, des électriciens et des postiers quand on veut détruire le service public, et même celle des cheminots... qui leur posent quelques problèmes. Voilà même qu'ils se sont remis à voter.

Alors ? Si individualistes que ça les Français, qu'on trouve toujours présents aux grands rendez-vous ? Et si leurs partis et leurs syndicats les écoutaient un peu ? S'ils ne signaient pas en catimini avec un gouvernement ultra-réactionnaire des compromis inadmissibles, s'ils entendaient leur base quand celle-ci refuse d'abandonner la conception française de la solidarité, du service public, de la culture, de la nation, de l'Etat... ? Si les dirigeants s'enfermaient un peu moins dans leur supériorité, peut-être les Français retrouveraient-ils le chemin de l'engagement collectif.

Le succès, en tout juste un an, de notre RESO nous conduit à l'optimisme.

Marinette BACHE

SOLIDARITE INTERNATIONALE

Par Jacques Decaux.

En **ITALIE**, les syndicats ont appelé à une grève générale des transports, services et industrie le 26 mars, pour protester contre la politique économique du gouvernement Berlusconi.

Ce dernier envisage de faire travailler les Italiens plus longtemps avant de ne pouvoir bénéficier de la retraite pleine et entière.

La CGIL, la CISL et l'UIL ont appelé à la grève. Ceux-ci accusent également le gouvernement de miner l'économie.

Au **PORGUGAL**, les usines Bombardier, fabricant notamment des moteurs d'avions, sont menacées d'occupation face à la menace de 480 suppressions d'emplois.

Par ailleurs, cette entreprise canadienne a annoncé 5700 suppressions d'emplois et la fermeture de 7 usines en Europe !

Les travailleurs de l'usine d'Ammendorf ont débrayé pour protester contre ces suppressions d'emplois.

En **REPUBLIQUE CENTREAFRICAINNE**, les enseignants ont lancé une grève de huit jours, renouvelable, pour obtenir le paiement de leurs salaires.

Ce pays se trouve face à de grandes difficultés de trésorerie, mais les enseignants veulent que le gouvernement fasse un geste, avant d'envisager toute reprise du travail.

Au **BURKINA FASO**, Mobil Oil va reverser les travailleurs de cette multinationale comme ses propres biens, au nouveau repreneur.

Les représentants des personnels et les salariés, attendent des autorités Burkinabé, qu'elles mettent à l'abri de la catastrophe sociale envisagée, les centaines de familles concernées.

Aux **EMIRATS ARABES UNIS**, à Dubaï, 3700 travailleurs de deux entreprises de construction ont cessé le travail, pour protester contre le non paiement de leur salaire. Ceux-ci, travaillant onze heures par jour, n'avaient pas été payés depuis octobre 2003.

Au **VIETNAM** chez Canon, 1050 salariés se sont mis en grève, pour réclamer des augmentations de salaire.

En **INDONESIE**, une grève de 1600 employés de PT FOSTER ELECTRIC INDONESIA s'est terminée après que la direction ait accepté une médiation par une tierce partie.

Les travailleurs demandent à être payés selon le salaire minimum de la région de Batam (70 dollars US par mois), et qu'il leur soit accordé une allocation de logement, de repas et de transport.

En **AUSTRALIE**, chez Foxtel, 800 salariés d'un sous-traitant ont cessé le travail pour une revalorisation des salaires, et pour les conditions de travail.

Au **BRESIL**, le dockers ont bloqué le plus grand port pour demander des augmentations de salaire.

En **COLOMBIE**, chez COCA COLA, le syndicat de l'entreprise a appelé à la grève dans les usines de Barrancabermeja, Bogota, Bucaramanga, Cali, Cartagena, Cucuta, Medellin et Valledupar, pour protester contre des suppressions d'emplois dont 70 % sont des responsables syndicaux.

A la **BARBADE** (Caraïbes), plus de cent employés des services publics de l'eau ont débrayé pour protester contre la sous traitance croissante qui entraîne des suppressions d'emplois dans le secteur public, tandis que les employés des sous traitants travaillent dans des conditions dégradées.

En **NOUVELLE ZELANDE**, manifestation des métallurgistes : des centaines de travailleurs à Auckland, ont cessé le travail pour protester contre des augmentations de salaires ridicules par rapport à leur demande.

En **THAILANDE**, 50000 manifestants ont défilé contre les privatisations des entreprises d'Etat les plus profitables.

Cette manifestation intervient suite à l'annonce des privatisations de compagnies aériennes, des télécommunications, du service postal, des aéroports et du pétrole.

En **BELGIQUE**, les travailleurs du secteur socioculturel de l'enfance, de l'aide à la jeunesse et de la promotion de la santé de la communauté française, ont manifesté à Bruxelles pour obtenir les moyens nécessaires à l'application complète de l'accord salarial de juin 2000.

PLACE AU DEBAT

EDF-GDF: changement de statut mais pas de privatisation ! De qui se moque-t-on ?

par Béatrice DURAND

Le Ministre de l' Economie et des Finances a annoncé aux syndicats d' EDF et de GDF que la loi instaurant le changement de statut des deux entreprises, contre lequel les salariés se sont fortement mobilisés le 8 avril, serait adoptée avant fin juillet.

A l' entendre, un changement de statut avec le maintien d' un taux minimum de détention du capital d' EDF et de GDF par l' Etat n' a rien a voir avec la privatisation initialement prévue. De qui se moque t' on ? Et l' autre partie, qui va la détenir ? Comment le gouvernement peut-il nous faire croire que le statut social des agents ne sera pas modifié et que les valeurs du service public seront maintenues ?

Les "non-actionnaires" détenant les "non-parts" d' EDF/GDF verront-ils d' un bon œil qu' on ne leur demande pas leur avis ? A moins d' être complètement naïfs, personne ne peut croire cela.

Ce qui nous pend au nez, c' est l' invention des pack électricité vendus pour une somme défiant toute concurrence : vous aurez le droit, en prenant le pack 1, d' allumer votre téléviseur en même temps que le chauffage de votre salle de bain et de faire tourner la machine à laver, et si, par malheur, vous mettez votre gazinière en route sans avoir pris l' option cuisson, vous devrez payer une taxe...

Non, le changement de statut d'EDF/GDF n'est pas conforme à l'intérêt général

Mon grand-père doit se retourner dans sa tombe. Lui qui a connu l'époque des sociétés privées de l'électricité et du gaz avant de faire partie d'EGF, comme on l'appelait alors, doit se demander comment le gouvernement d'un président qui se prétend gaulliste peut préparer le changement de statut d'une entreprise qui a permis, après sa nationalisation en 1945 par De Gaulle, la modernisation industrielle de la France.

Qui peut croire que les actionnaires privés laisseront EDF et GDF continuer à investir autant dans la recherche alors que leurs intérêts les pousseront à vouloir des profits immédiats incompatibles avec le souci du long terme ?

Qui peut croire qu' une EDF privatisée aux trois quarts aura la même politique de sûreté nucléaire qu' aujourd' hui et s' attachera à maintenir une production suffisante pour satisfaire les besoins de l' ensemble de la population française alors qu' il est plus rentable de vendre l' électricité à d' autres pays ?

Qui peut croire que Gaz de France privatisée aura toujours la même politique de prospection et le souci de l' indépendance énergétique ?

Comment croire qu' EDF/GDF privatisées seront toujours prêtes à envoyer partout et par tous les temps leurs agents réparer lignes et dessertes dans les plus brefs délais ?

Comment peut-on affirmer qu' EDF/GDF privatisées, le statut social des agents ne sera pas modifié alors que l' exemple de France Télécom nous démontre le

contraire : aujourd' hui les agents fonctionnaires de cette entreprise, autrefois florissante, sont priés d' accepter un changement de statut ou d' aller voir ailleurs ?

Comment croire que les droits sociaux du personnel d' EDF/GDF seront maintenus alors qu' on voit déjà des attaques contre l' un des comités d' entreprise les plus dynamiques, prélude sans doute à sa casse future, comme cela s' est déjà passé pour les activités sociales de La Poste et de France Télécom ?

Comment croire que la politique tarifaire de ces entreprises, dictée par le changement de statut, n' aboutira pas à une augmentation vertigineuse des prix comme c' est le cas pour l' abonnement France Télécom ? Est-ce un hasard si le gouvernement a pris les devants en prévoyant un tarif social ?

Certains diront que c'est le prix à payer pour avoir l'EPR, le réacteur nucléaire de troisième génération.

D'autres que c'est un engagement pris par la France lors du sommet européen de Barcelone en 2001.

Personne n'ose affirmer que la privatisation totale ou partielle d' EDF/GDF est conforme à l' intérêt général. En réalité, seule la nécessité de renflouer les caisses de l' Etat vidées par le gouvernement pour payer les cadeaux faits aux entreprises et aux plus riches incite celui-ci à recourir à ce procédé conforme à une idéologie rejetée massivement par les Français les 21 et 28 mars.

Yves LAOT

ACTUALITE SOCIALE

Heinkel

Les unités de Reims et de Châlons-en- Champagne de l' entreprise Heinkel France ont été en grève début mars.

L' échec des négociations annuelles sur les salaires, menées sur le plan national au sein du groupe Heinkel France est à l' origine de ce conflit.

Sur les 2 sites marnais, qui fabriquent des lessives à Reims et des colles à Châlons 80 % du personnel avait cessé le travail

Vitalicom

En septembre 2003, les 138 télé-conseillers de la SNT installée à Reims apprenaient que leur principal client "Orange" annonçait son intention de plier bagages. Mission accomplie fin décembre 2003.

La direction parvient cependant avec succès à trouver de nouveaux clients même si cela entraîne une reconversion forcée du personnel.

Mais voilà. Début 2004 la SNT est rachetée par un nouveau groupe, Vitalicom, anciennement ATOS, et depuis rien ne va plus.

Les salariés du site de Reims craignent sa fermeture comme celui de Rennes récemment cédé pour 1 euro symbolique. Affaire à suivre.....

RMTT

Les transports en commun de Toulon (Var) ont été paralysés le 14 avril, pour le neuvième jour consécutif, par une grève des conducteurs qui réclament des hausses de salaire et "une révision de la gestion du personnel".

Une vingtaine de bus seulement, sur les 200 habituellement en service, ont quitté les trois dépôts de la régie mixte des transports toulonnais (RMTT). La RMTT, qui emploie près de 600 salariés, assure la desserte de l' agglomération toulonnaise et un service maritime avec une dizaine de bateaux qui effectuent des liaisons entre plusieurs localités varoises.

General Trailers

Le N°1 français de la semi-remorque, General Trailers, en redressement judiciaire, va être

partiellement repris par plusieurs repreneurs, ce qui entraîne la suppression de 675 des 2.250 emplois du groupe.

Des deux solutions offertes, le tribunal d' Evry a retenu celle qui prévoyait de sauvegarder le moins d' emplois: 1.574 contre 1.662.

Seuls le siège social et le magasin central situés à Ris-Orangis (Essonne) devraient disparaître (150 postes), les autres sites étant partiellement repris avec des pertes d' emplois.

Ainsi 224 emplois sur 380 seraient maintenus à Lunéville (Meurthe-et-Moselle). A Auxerre (Yonne) et Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais) repris par Caravelle, 406 et 320 emplois seront sauvegardés (contre respectivement 480 et 376 aujourd' hui). Sur ces trois sites, le repreneur inclut la succursale locale. Le tribunal ne rendra sa décision pour Nort-sur-Erdre (Loire-Atlantique) que le 26 avril après la fin des consultations des salariés. Le candidat repreneur Samro envisage de garder 146 des 170 emplois.

La filiale SMB de Troyes (Aubes) reprise par SAE conserve 86 de ses 178 emplois.

General Trailers emploie 2.250 salariés aujourd' hui. Il est leader en France sur le marché de la semi-remorque, avec en moyenne 32% de parts de marché (42% en février 2004, selon le CE) et quelque 360 millions d' euros de chiffre d' affaire en 2002.

Les salariés de General Trailers ont manifesté le 7 avril sur le site de Ris-Orangis.

Altadis (ex-Seita)

Le groupe Altadis a confirmé son plan de restructuration annoncé l' été dernier, qui prévoit 701 suppressions d' emplois et la fermeture de quatre sites, rejetant ainsi les propositions défendues par les syndicats et les salariés depuis deux mois. Cette réorganisation, prévoit la suppression de 701 emplois en France, sur un total de 5.280, avec la fermeture de quatre sites: Lille (525 salariés), Dijon (deux unités, 62 personnes), Morlaix (Finistère, atelier de cigares, 38 personnes) et Tonneins (centre de battage, 76 personnes). En Espagne, 977 emplois sur 7.680 doivent aussi être supprimés. Notons que ce plan est gelé jusqu' au 11 mai dans l' attente d' une décision du tribunal de Paris saisi par le comité d' entreprise.

ACTUALITE SOCIALE

Philips

L'entreprise néerlandaise Philips, malgré des bénéfices en hausse, va supprimer 20% des effectifs de son usine de Pont-à-Mousson (Meurthe-et-Moselle), soit 98 emplois sur 495, et délocaliser une partie de la production pour réduire ses coûts.

La finition de la fabrication des lampes halogènes (lampes halogènes pour l'éclairage de la maison) sera transférée en Pologne pour le marché européen et au Mexique pour le marché américain, entraînant la disparition de 56 postes.

Une quarantaine d'emplois seront par ailleurs supprimés au sein des services généraux de l'entreprise pour réduire les frais fixes.

Par ailleurs 600 emplois vont être supprimés à Nimègue (Pays Bas) et à Vienne (Autriche).

Faurecia

Faurecia, équipementier automobile français détenu à 73% par PSA Peugeot Citroën, va prochainement

supprimer 273 emplois sur son site de Méru (Oise) qui en compte 807 aujourd'hui. Ces suppressions d'emplois seraient dues à une baisse continue du chiffre d'affaire selon la direction.

Néopost Industrie

Néopost industrie, spécialisée dans la fabrication de machines à affranchir, a annoncé la suppression de 122 emplois dans son usine de Lude (Sarthe) qui emploie 369 salariés au total.

Valliance

1001 emplois soit un tiers de l'effectif vont être supprimés d'ici 2007 chez Valliance, premier groupe français de transport de fonds. 4 agences pourraient être supprimées d'ici juillet 2004 à Roanne, Charleville-Mézières, Valenciennes et Paris-Brune. Des emplois de convoyeurs et des emplois administratifs dans les services centraux de Paris et de Toulouse sont également concernés.

RIONS UN PEU

Je vous conseille vivement le film " Le Président " de Henri Verneuil, avec Gabin et Blier. Lors d'une séance " chaude " au Parlement, le Président du Conseil (Gabin) dénonce les parlementaires de gauche " qui votent des lois patronales ". Un député se lève et dit " Mais il y a aussi des patrons de gauche ! ". Réponse de Gabin "Oui, il y a aussi des poissons volants, vous conviendrez qu'ils ne constituent pas la majorité de l'espèce".

Merci Audiard !

LES COMMUNIQUES DE GEORGES SARRE

EDF-GDF : pour un coup d'arrêt au néo-libéralisme !

Communiqué du 6 avril 2004

La politique du gouvernement visant à changer le statut d' EDF et GDF en vue de leur privatisation doit être vigoureusement combattue. Marchant main dans la main avec les idéologues de la Commission européenne, le gouvernement s' apprête à effectuer une régression d' envergure. La logique de l' intégration européenne et du " tout marché " vise à faire de l' énergie un bien comme un autre : c' est inacceptable.

Les syndicats CGT, FO, CFDT, CFTC, SUD et CFE-CFC ont appelé à la grève et à des manifestations ce jeudi 8 avril. Cette initiative doit être massivement soutenue par toutes celles et tous ceux qui sont attachés à ce service public fondamental qu' est EDF-GDF.

Il est grand temps de mettre un coup d' arrêt à la logique néo-libérale. EDF-GDF ne doit pas être privatisé. C' est l' intérêt national et l' intérêt des usagers, c' est également une nécessité quant à la sûreté de l' utilisation du gaz et du nucléaire à des fins civiles que de faire reculer le gouvernement.

Recalculés » : le gouvernement doit s'incliner sans plus attendre

Communiqué du 15 avril 2004

L'heureuse décision du Tribunal de Grande Instance de Marseille aujourd'hui dans l'affaire des « recalculés » de l'UNEDIC, favorable à 35 des 37 plaignants, confirme ce qu'associations de chômeurs et partis de gauche dénoncent depuis janvier : il y a bel et bien rupture de contrat entre l'UNEDIC et ceux qui, depuis janvier, ont perdu leurs indemnités avant les dates prévues.

Le gouvernement, qui a donné son agrément à l'accord de l'UNEDIC signé en décembre, doit reconnaître son erreur. Le Premier Ministre s'est engagé, dans sa déclaration de politique générale, à « corriger les erreurs » du gouvernement : sur ce sujet majeur, il montrera qu'il a, ou non, entendu le message des Français exprimé aux élections régionales. Il doit retirer sans plus attendre son agrément à l'accord de décembre 2002.

Plutôt que de faire peser sur les plus faibles le poids des déséquilibres des comptes sociaux, avec des décisions aussi iniques que choquantes, le gouvernement doit se donner les moyens de la croissance économique et du développement de l'emploi. Seule une rupture avec les contraintes européennes et internationales le permettrait.

Décentralisation : Raffarin à contre sens et à contre temps

Communiqué du 19 avril 2004

C'est avec archaïsme que Jean-Pierre Raffarin conçoit l'organisation de l'Etat.

La décentralisation mise en œuvre par Gaston Defferre dans les années 1980 fut un progrès. En effet elle correspondait au nécessaire rapprochement d'un certain nombre de décisions avec le terra in local.

Aujourd'hui, avec la mondialisation libérale, les Français ont besoin d'être protégés par un Etat fort. Au contraire, le morcellement régional ne ferait qu'affaiblir encore l'Etat, dernier rempart contre l'ultra -libéralisme mondialisé et européen.

Ainsi, le débat sur la régionalisation ne doit pas seulement porter sur le financement des transferts de compétences aux régions et sur leurs conséquences fiscales. **C'est la philosophie même du projet Raffarin, anachronique et rétrograde, qu'il faut battre en brèche.**

ECHOS DES ANTENNES

Le Nord Cotentin résiste face au désengagement de l'Etat et aux privatisations en cours

Par Dominique Michel

Loin des flux touristiques le nord-Cotentin, Finistère de la Manche, s'interroge pour son avenir face au désengagement de l'état et à la perte énorme des emplois dans la région depuis 10 ans et du coup de grâce que représente les privatisations en cours.

La privatisation boursière de la Cogema Groupe Areva est une première étape de la privatisation programmée des moyens de production d'énergie. En contrepartie d'un bénéfice important à court terme pour les actionnaires, cette privatisation c'est :

- des économies sur le personnel (baisse des effectifs de 10 à 15 % des postes dans le secteur en deux ans)
- une augmentation des charges de travail pour les "rescapés" et donc une dégradation des conditions de travail matérielles et psychologiques
- des économies sur la maintenance dans tous les domaines
- un risque important pour la sécurité du personnel et des populations
- un risque de casse de l'outil
- un risque de fermeture définitive du site à moyen terme par manque d'entretien ou suite à un incident important
- un risque pour la santé des salariés de leurs familles et des populations

- sans parler d'un risque évident pour notre indépendance énergétique

Voilà une situation qui nous met face, les yeux dans les yeux, au monstre capitaliste ultra libéral.

Mais cela va plus loin car le nord Cotentin, Cherbourg et sa région, ont toujours vécu de l'investissement de l'Etat qui ne cesse de diminuer.

Ainsi, alors que la gare maritime transatlantique fermée a été transformée en musée, 6000 emplois ont été supprimés en 10 ans dans les arsenaux. De son côté, après avoir perdu 2000 emplois en 5 ans directement ou chez ses sous-traitants, l'usine de retraitement de la CEA COGEMA est à son tour menacée de privatisation.

Quant à EDF, ce sont 150 emplois sur 550 qui sont menacés dans la perspective de la privatisation prochaine de l'entreprise publique qui exploite deux centrales nucléaires dans la région.

Après ça, comment s'étonner que la Basse Normandie ait à son tour voté massivement à gauche les 21 et 28 mars ?



LES BRAS M'EN TOMBENT



Quand les libéraux font appel aux Etats

Par Pierre MESCOFF

Les libéraux présentent comme un dogme intangible la non-ingérence des Etats dans l'administration des entreprises. A les entendre, ceux-ci ne doivent surtout pas se mêler de la gestion des sociétés ni même les subventionner. Tout juste est-il admis que les Etats favorisent leur environnement par un droit du travail approprié (entendez laissant aux chefs d'entreprises les plus larges pouvoirs).

Cette croyance dans le dogme libéral souffre cependant de quelques exceptions. Ainsi Nicolas MIGUET, président de "contribuables associés" et bien connu pour son aversion pour les impôts, vient d'illustrer avec éclat ce qu'il appelle le libéralisme en soutenant la proposition de son ami Jacques MAILLOT, ancien PDG de Nouvelles Frontières et de compagnies charter à bas prix et nouveau président d'Eurotunnel, visant à demander à la France et à la Grande Bretagne de participer à l'apurement de la dette colossale de cette entreprise.

Tout cela, bien sûr, sous prétexte de permettre aux petits actionnaires qu'ils sont censés représenter de récupérer quelques dividendes. On peut douter que la ménagère qui a placé toutes ses économies dans des actions Eurotunnel devienne riche. En revanche, nul doute que Nicolas et Jacques, eux, sauront tirer bénéfice de leur association !!!

COUP DE GUEULE

Etre moderne ?

Par Aure ANDRE

La France possède le record de vitesse sur rail et vend ses TGV dans le monde entier. Dernière vente en date : la Corée du Sud, pays pas vraiment réputé pour être à la traîne.

La France construit, en coopération européenne, le plus gros avion du monde. Elle vend des Airbus mieux que les USA leurs Boeing et leurs rustiques Mac Douglas.

La France envoie dans l' espace des navettes spatiales et met en orbite des satellites de nombreuses nations.

La France possède les premiers centres hospitalo-universitaires du monde : à Paris comme à Lyon, à Marseille comme à Toulouse, s' illustrent les meilleures techniques chirurgicales du monde, exercent des médecins mondialement réputés.

Les industries automobiles placent nos sociétés dans les premières mondiales, le coin le plus reculé du pays reçoit l' électricité, la télévision, le câble et Internet, nos centrales nucléaires ne fuient pas, nos routes et nos autoroutes sont plutôt bien entretenues, les liaisons ferroviaires fonctionnent, le téléphone sonne...

Avez-vous vraiment l' impression de vivre dans un pays du tiers-monde ?

Alors pourquoi nous serine-t-on qu' il faut nous moderniser ...ou plus exactement qu' il faut faire les

sacrifices nécessaires à notre modernisation ? De quoi s' agit-il donc ?

- de vendre la SNCF à des sociétés privées comme au Royaume-Uni où la ponctualité des trains n' est plus qu' un souvenir, et où la plus élémentaire sécurité (avoir des trains en état de marche) n' est plus assurée ?

- de privatiser EDF comme en Californie, quitte non seulement à organiser l' inégalité sur le territoire national mais à risquer la panne ?

ou même mieux encore :

- de priver les salariés du fruit de leurs efforts (salaires, droit du travail, retraites ..) ?

- de brader la Sécurité Sociale basée sur la solidarité (une notion certes pas très moderne !) pour donner ce marché aux assurances privées qui la lorgnent depuis si longtemps ?

- de précariser dans leur emploi comme dans leur vie quotidienne de plus en plus de citoyens ce qui fait grimper la Bourse (ça c'est moderne !) ?

- de livrer l' école au profit immédiat au détriment de l' investissement dans l' avenir ?

Au secours ! Je ne veux pas de leur modernité ! Laissez-moi ma France, industrielle et solidaire, inventive et fraternelle, travailleuse et égalitaire! Je veux rester ringarde !

**Vous aussi agissez pour la République Sociale !
Adhérez à Résistance Sociale !!!**

Résistance Sociale est une
publication de Résistance Sociale
Association loi 1901
Siège social :
57 bd de Ménilmontant
75011 PARIS
Tel : 01 48 06 34 97
Portable : 06 74 79 05 10
Présidente et directrice de la
publication : Marinette BACHE
Maquettage :
Pierre KERDRAON
Commission paritaire en cours

NOM

PRENOM :

ADRESSE :
.....

TEL :

E-mail :

j' adhère à Résistance Sociale et je verse 10 euros

Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros

À retourner à : Résistance Sociale